



Le 20 août 2013

Un point de départ pour la justice au Guatemala

Reconnaissance des syndicalistes et de leur rôle crucial dans la mise en place d'une société démocratique

A l'occasion d'une [rencontre avec une délégation internationale de haut niveau](#) composée de dirigeants syndicaux, le Président guatémaltèque s'est engagé à exprimer publiquement la nécessité de respecter et de protéger la vie des syndicalistes, ainsi que de reconnaître le rôle crucial des travailleurs/euses des services publics dans la mise en place d'une société démocratique.

Le Président Otto Pérez Molina a déploré « qu'aujourd'hui, notre pays soit le plus dangereux au monde pour les syndicalistes ».

Rosa Pavanelli, responsable de l'Internationale des Services Publics, la fédération syndicale internationale à l'origine de cette mission, a expliqué au Président et à ses ministres du Travail, de la Santé et de l'Intérieur que « la défense des droits de nos membres guatémaltèques constitue notre priorité absolue et le restera jusqu'à ce que la situation des syndicalistes et des travailleurs/euses s'améliore dans le pays. Il faut agir davantage. Personne n'a jamais été condamné pour l'un des 58 assassinats de dirigeants syndicaux survenus ces dernières années. »

« Nous devons mettre en lumière l'absence totale de l'Etat de droit, impliquant que, dans une relation de force, le/la travailleur/euse se retrouve à chaque fois perdant(e) », a déclaré Mme Pavanelli. « En n'apportant ni protection ni soutien à ses citoyen(ne)s, l'Etat se rend dès lors complice des crimes perpétrés chaque jour. Le déni de justice est un crime contre l'humanité. »

Mme Pavanelli a ensuite souligné la hausse inquiétante du nombre de meurtres de femmes. Les organisations de femmes ont révélé que, depuis le début de cette année, 412 femmes ont été tuées au Guatemala. Parallèlement à cela, et en raison d'une mauvaise application apparente d'une loi pourtant bien intentionnée à l'origine, quelque 30 syndicalistes du secteur de la santé pourraient avoir été emprisonnés pour des faits liés à la loi contre le féminicide, notamment pour des décès de patientes causés par une pénurie de médicaments et d'autres conditions de soins et de travail déplorables.

« Cela signifie que cette loi pourtant pertinente n'est pas appliquée dans le but de protéger les femmes, mais plutôt d'attaquer les syndicalistes. Nous nous engageons à souligner cette pratique dans le cadre d'une campagne internationale visant à mettre un terme à la violence à l'égard des femmes », a indiqué Mme Pavanelli.

« La criminalisation des conflits sociaux et la mise sur liste noire des syndicalistes doivent prendre fin. Nous appelons le gouvernement à entamer d'importants processus de négociation collective dans le secteur public. Nous exigeons l'application des conventions collectives signées mais toutefois non appliquées. Nous dénonçons également le recours répandu à des contrats de sous-traitance ou à court terme. De telles pratiques accroissent les inégalités sur le lieu de travail comme au sein même de la société, dans un pays qui figure déjà parmi les plus inégalitaires au monde », a souligné Mme Pavanelli.

La délégation a également appelé le gouvernement à élargir et à renforcer le mandat de l'unité spéciale du procureur général dans le cadre des enquêtes sur les crimes perpétrés à l'encontre des syndicalistes.

« La politique de notre gouvernement appelle au respect des droits syndicaux, dont la liberté d'association », a répondu le Président guatémaltèque. « Nous ne cautionnons en aucun cas les actes de violence à l'encontre des syndicalistes, ni n'appliquons de politique antisyndicale. »

media release... communiqué de presse... comunicado de prensa...

Internationale des Services Publics (PSI) est une fédération syndicale internationale représentant 20 millions de femmes et d'hommes qui travaillent dans les services publics de 150 pays à travers le monde. La PSI défend les droits humains et la justice sociale, et promeut l'accès universel à des services publics de qualité. La PSI travaille avec les Nations Unies et en partenariat avec des organisations syndicales et de la société civile et d'autres organisations.

Outre la grande problématique de l'impunité, la délégation a noté que le gouvernement guatémaltèque avait présenté, sans même consulter ses partenaires sociaux, un projet de réforme de la législation du Code du travail devant le Congrès. Si elle est acceptée, cette réforme privera les travailleurs/euses guatémaltèques des rares protections dont ils jouissent. La délégation a exhorté le gouvernement à plutôt lutter contre le travail précaire et à promouvoir des mesures inclusives visant à combattre la discrimination envers les femmes, les jeunes et les travailleurs/euses autochtones. La délégation a abordé la nécessité de renforcer l'application de la législation du travail, en organisant des campagnes de sensibilisation au droit à la liberté d'association, aux autres droits dont jouissent les travailleurs/euses, ainsi qu'aux sanctions pouvant être imposées par les inspecteurs du travail.

Mme Pavanelli a fait remarquer que différents résultats ont déjà pu être atteints grâce aux réunions organisées la semaine dernière entre la délégation et différentes autorités.

Le Président a promis à Dora Regina Ruano, dirigeante du SNTSG, qu'il rédigerait un mémo à l'attention de tous les directeurs d'hôpitaux afin de mettre un terme aux pratiques de corruption très répandues, ainsi qu'aux interférences politiques, dépendantes des caprices des membres du Congrès et des maires, dans le cadre de l'engagement et du déploiement des travailleurs/euses de la santé. D'autre part, le Président a également assuré qu'il inviterait les directions et les syndicats à s'asseoir à une même table afin d'entamer des discussions de bonne foi visant à améliorer les conditions de travail et les meilleures pratiques en matière de santé et ce, dans tous les districts de santé. Mme Ruano a indiqué que les indicateurs de santé s'amélioreraient dans les rares districts où des tables conjointes agissaient, libres de toute interférence politique.

Le procureur général du Guatemala a accepté de rencontrer le SNTSG afin de parcourir la liste des 221 responsables syndicaux et dirigeants de la communauté qui ont fait l'objet de menaces. Le procureur général s'est également engagé à écouter de nouvelles preuves relatives aux assassinats, dont ceux de l'éminent responsable syndical et communautaire Carlos Hernandez, de la travailleuse de la santé Santa Alvarado, ainsi que de l'employée de bibliothèque Kyra Zulueta Enríquez Mena, tous assassinés lors d'incidents distincts en mars 2013.

Le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme a accepté d'offrir une formation aux affiliés de la PSI sur la façon de documenter et de rapporter plus efficacement les menaces et attaques à l'encontre des syndicalistes.

Des membres de la délégation d'Argentine, du Brésil, du Mexique, de France, d'Allemagne, du Danemark, de la Suède, de la Belgique et des États-Unis effectuent un suivi auprès de leurs gouvernements respectifs afin de les informer des problématiques liées aux droits du travail et plus particulièrement aux accords commerciaux entre le Guatemala et l'Union européenne, et les États-Unis. A la fin du mois de septembre, la PSI demandera aux membres du Parlement européen que le statut commercial spécial accordé au Guatemala ne soit pas appliqué tant que cette situation d'impunité subsistera et tant que les conventions internationales relatives aux droits syndicaux ne seront pas intégralement respectées.

Lors de son discours devant les élus guatémaltèques, Mme Pavanelli a indiqué que « l'expérience dans d'autres pays d'Amérique latine, tels que l'Uruguay, l'Argentine, le Brésil ou plus récemment la Colombie, a révélé qu'une collaboration avec les syndicats permettait de franchir des étapes importantes en termes de paix, de dialogue social et de réelles mesures d'amélioration du bien-être économique et social des citoyen(ne)s. »

Elle a également insisté sur le fait que « pour financer les services publics tels que les soins de santé et l'éducation, essentiels au développement, un système de taxation équitable doit être mis en place, afin que les riches paient leur juste part d'impôts et que les pauvres ne soient pas accablés de taxes régressives ».

Mme Pavanelli a conclu son allocution par ces mots : « Nous vous demandons de vous engager à faire évoluer la culture, car une telle évolution permettra au Guatemala de se développer et de prospérer. Pour y parvenir, il s'avère essentiel d'assurer de meilleures pratiques dans le secteur public. Les partenariats public-public doivent être favorisés afin d'améliorer les services d'approvisionnement en eau et en énergie, ainsi que les services d'assainissement. La lutte contre la corruption au sein de l'économie doit constituer une priorité. »

« Nous vous appelons à respecter le droit à la vie, ainsi qu'à reconnaître qu'une campagne antisyndicale sévit dans ce pays et qu'il est nécessaire de mettre un terme à l'impunité. Il est possible d'adopter une approche holistique afin d'engager un dialogue social efficace, dans le respect total des normes internationales du travail et des droits humains. »

En mars 2014, la PSI se rendra une nouvelle fois au Guatemala afin d'assister à une réunion régionale importante de ses affiliés. A cette occasion, elle demandera au gouvernement de lui présenter un rapport sur les mesures prises dans le but de mettre un terme à l'impunité qui entoure les attaques et les assassinats à l'encontre des syndicalistes, d'appliquer les accords de négociation collective et d'instaurer un dialogue social efficace.

FIN